

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DS6/6

27 juin 1995

(95-1726)

Original: anglais

ETATS-UNIS - IMPOSITION DE DROITS D'IMPORTATION SUR LES
AUTOMOBILES EN PROVENANCE DU JAPON AU TITRE DES
ARTICLES 301 ET 304 DE LA LOI DE 1974 SUR LE
COMMERCE EXTERIEUR

Communication du Japon

La communication ci-après datée du 13 juin 1995 que la Mission permanente du Japon à Genève a adressée au Secrétariat de l'OMC est distribuée à la demande de la Mission permanente du Japon.

Les consultations au titre de l'article XXII:1 demandées par le Japon (WT/DS6/1) ont eu lieu le 12 juin 1995 à l'OMC. Lors de ces consultations, la délégation du Japon a présenté le document ci-joint à la délégation des Etats-Unis.

Questions posées par le Japon aux Etats-Unis dans le cadre des consultations au titre de l'article XXII:1 du GATT de 1994 et de l'article 4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

I. Concernant le relèvement des droits de douane proposé

1.
 - 1) Le gouvernement des Etats-Unis n'a-t-il aucune intention de retirer la détermination établie le 10 mai et l'annonce faite le 16 mai?
 - 2) Comment le gouvernement des Etats-Unis concilie-t-il l'application éventuelle de ces mesures avec les obligations découlant pour le pays de l'article premier du GATT de 1994? L'une quelconque des exceptions autorisées à l'article premier du GATT de 1994 s'applique-t-elle aux mesures envisagées?
 - 3) Quels sont les critères qui ont présidé au choix des 13 modèles de voitures de luxe japonaises qui seront soumis à un droit de douane de 100 pour cent?
2. Comment le gouvernement des Etats-Unis concilie-t-il l'application éventuelle de ces mesures avec les obligations découlant pour le pays de l'article II du GATT de 1994? L'une quelconque des exceptions autorisées à l'article II du GATT de 1994 s'applique-t-elle aux mesures envisagées?

II. Concernant la suspension de la liquidation en douane associée à l'annonce de l'application de droits de 100 pour cent

1.
 - 1) Que faut-il entendre par "suspension" de la liquidation en douane? Quelles dispositions statutaires ou réglementaires des lois et règlements des Etats-Unis constituent le fondement juridique de cette mesure et de son application uniquement aux 13 modèles de voitures de luxe japonaises?
 - 2) Cette mesure est-elle considérée comme faisant partie de celles qui peuvent être prises au titre de l'article 305 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur telle qu'elle a été modifiée?
 - 3) Y a-t-il d'autres exemples d'une application rétroactive de mesures prises au titre de l'article 301?
2.
 - 1) Comment le gouvernement des Etats-Unis concilie-t-il cette mesure avec les obligations découlant pour le pays de l'article premier du GATT de 1994? L'une quelconque des exceptions à l'article premier du GATT de 1994 s'applique-t-elle à cette mesure?
 - 2) Cette mesure, visant uniquement les voitures de luxe japonaises figurant sur la liste, restreint-elle les importations comme il est stipulé à l'article XI du GATT de 1994? Dans la négative, pour quelles raisons? Le gouvernement des Etats-Unis a-t-il l'intention de se prévaloir d'une exception quelconque au titre de l'article XI:2 pour justifier cette mesure?
 - 3) Cette mesure, visant uniquement les voitures de luxe japonaises figurant sur la liste, restreint-elle les importations comme il est stipulé à l'article XIII du GATT de 1994? Dans la négative, pour quelles raisons?

III. Concernant le recours à des mesures unilatérales

1. S'agissant de la détermination établie le 10 mai 1995:

- 1) Les "raisons justifiant la détermination" exposées dans l'avis publié au Federal Register en date du 18 mai 1995 (60 FR 26745) portent-elles sur un prétendu "ensemble complexe"? L'énumération qui y est faite des éléments de cet ensemble est-elle exhaustive? Dans la négative, veuillez indiquer en détail tous les éléments qui constituent cet ensemble.
- 2) Quelles sont les raisons spécifiques justifiant la détermination relative à l'enquête sur les "pièces essentielles", les "règlements en matière de modification" et le "système de certification" pour les garages et les mécaniciens, dont il était fait mention dans l'avis publié au Federal Register en date du 13 octobre 1994 (59 FR 52034)?
- 3) L'absence de mention des "pièces essentielles" dans l'avis du 18 mai 1995 publié au Federal Register signifie-t-elle que la question des pièces essentielles n'est plus visée par la procédure au titre de l'article 301? Pourquoi cette question n'a-t-elle pas été mentionnée dans l'avis publié au Federal Register?
- 4) Dans la lettre que l'Ambassadeur Kantor a adressée au Directeur général de l'OMC, M. Ruggiero (WT/INF/1, 17 mai 1995), il est dit que "Sur le marché après-vente des pièces d'automobiles, la multitude et la complexité des règlements ont pour effet de canaliser la plupart des réparations vers des garages ayant des liens étroits avec des fabricants japonais de pièces, ce qui se traduit par une discrimination commerciale."
 - En quoi les faits et les circonstances sur lesquels cette déclaration est fondée diffèrent-ils de ceux sur lesquels repose la détermination établie au titre de l'article 301?
 - L'expression "la multitude et la complexité des règlements" s'applique-t-elle aussi aux points mentionnés à l'alinéa 2) ci-dessus?
- 5) Quelle est la raison spécifique permettant de déterminer que les actes, mesures et pratiques du Japon a) "ne sont pas raisonnables", b) "sont discriminatoires" et c) "entravent ou restreignent le commerce des Etats-Unis", respectivement?
- 6) La détermination établie le 10 mai relève-t-elle de l'article 23.2 a) du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends? Dans la négative, pour quelles raisons?

2. La procédure en cours au titre de l'article 301 vise-t-elle les actes, mesures et pratiques du Japon sur le marché après-vente des pièces d'automobiles? Dans l'affirmative, quels sont précisément ces actes, mesures et pratiques?

- 1) Ladite procédure au titre de l'article 301 est-elle limitée aux dispositions arrêtées par les pouvoirs publics concernant les "pièces essentielles", les "règlements en matière de modification" et le "système de certification" pour les garages et les mécaniciens, dont il était fait mention dans l'avis du 13 octobre 1994 publié au Federal Register?
- 2) En cas de réponse affirmative à la question posée à l'alinéa 1) ci-dessus, quels sont dans ces trois domaines les actes, mesures et pratiques spécifiques qui, de l'avis du gouvernement des Etats-Unis, ne sont pas raisonnables, sont discriminatoires et entravent

ou restreignent le commerce des Etats-Unis, et en quoi limitent-ils ou empêchent-ils l'accès des fournisseurs de pièces automobiles des Etats-Unis au marché japonais? Sont-ils en dehors du champ d'application de l'Accord sur l'OMC? Ne relèvent-ils pas de l'Accord sur l'OMC?

- 3) En cas de réponse négative à la question posée à l'alinéa 1) ci-dessus, quels autres actes, mesures et pratiques spécifiques du Japon sont en cause?
3.
 - 1) Le gouvernement des Etats-Unis soutient-il que les Etats-Unis peuvent appliquer l'article 301 de manière unilatérale pour des questions qui ne sont pas des "questions relevant de l'OMC"? Quel est le sens exact de l'expression "questions relevant de l'OMC"?
 - 2) Les actes, mesures et pratiques du Japon visés par la procédure au titre de l'article 301 ne sont-ils pas des "questions relevant de l'OMC" aux yeux du gouvernement des Etats-Unis?
 - 3) Que cherche le gouvernement des Etats-Unis sur le marché après-vente des pièces d'automobiles en engageant une procédure au titre de l'article 301? Ne cherche-t-il pas, par la procédure en question, à "obtenir réparation en cas de violation d'obligations ou d'annulation ou de réduction d'avantages résultant des accords visés, ou d'entrave à la réalisation desdits accords"?
 - 4) Les actes, mesures et pratiques du Japon visés par la procédure au titre de l'article 301 sont-ils sans rapport avec les avantages découlant pour les Etats-Unis de l'Accord sur l'OMC?
 4. Si les actes, mesures et pratiques du Japon visés par la procédure au titre de l'article 301 ne relèvent pas de l'OMC, la position du gouvernement des Etats-Unis est-elle qu'un Membre peut justifier l'adoption de mesures incompatibles avec l'OMC sur la base de tels actes, mesures et pratiques ne relevant pas de l'OMC? Dans l'affirmative, le gouvernement des Etats-Unis pourrait-il indiquer l'exception spécifique aux articles premier et II du GATT de 1994 qui autorise de telles actions?
 5. Quelle est l'estimation du gouvernement des Etats-Unis concernant les dommages causés par les actes, mesures et pratiques du gouvernement du Japon? Sur quelle base est calculé le montant de 5,9 milliards de dollars? Ce montant couvre-t-il tous les dommages causés par un prétendu "ensemble complexe" ou ceux qui sont liés aux éléments mentionnés plus haut sous 1.2)?
 6.
 - 1) Dans la lettre que le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales, M. Kantor, a adressée au Directeur général de l'OMC, M. Ruggiero (WT/INF/1, 17 mai 1995), il est dit que les règlements japonais "vont bien au-delà de ce qui est nécessaire" pour garantir "le fait que tout pays doit élaborer des règlements pour assurer la sécurité et la protection de l'environnement". Par ailleurs, la lettre reprend les termes exacts des articles 2.2 et 5.1.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, à savoir "créer des obstacles non nécessaires au commerce international". Ces références correspondent-elles à la lettre et à la structure de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce?
 - 2) Lorsque le gouvernement des Etats-Unis entend recourir aux procédures de règlement des différends de l'OMC, quelles mesures spécifiques concernant le marché des automobiles et des pièces d'automobiles, y compris le "marché après-vente" au Japon, seront mises en cause dans le cadre de la procédure? Quelles sont les mesures

spécifiques que le gouvernement des Etats-Unis envisage d'incriminer comme étant contraires aux obligations découlant pour le Japon du GATT de 1994 et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce? Veuillez indiquer les articles du GATT de 1994 et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce avec lesquels ces mesures sont censées être incompatibles.

- 3) Quel est le critère appliqué par le gouvernement des Etats-Unis pour distinguer les actes, mesures et pratiques du Japon qui sont "en dehors du cadre des Accords de l'OMC" de ceux qui feront l'objet du recours par le gouvernement des Etats-Unis aux procédures de règlement des différends de l'OMC? En particulier dans le cas des pièces d'automobiles?

IV. Annulation et réduction d'avantages sans qu'il y ait violation

1. Le gouvernement des Etats-Unis pense-t-il que le gouvernement du Japon pouvait raisonnablement s'attendre à la suspension de la liquidation en douane associée à l'annonce de l'application de droits de 100 pour cent au moment où la concession tarifaire sur les automobiles a été négociée? Dans la négative, pour quelles raisons?

2. Le gouvernement des Etats-Unis pense-t-il que la suspension de la liquidation en douane en question a entraîné un bouleversement des relations concurrentielles entre les automobiles de luxe japonaises figurant sur la liste annoncée le 16 mai et les automobiles de luxe des autres pays? Dans la négative, pour quelles raisons?

V. Cas d'urgence

1. Le gouvernement des Etats-Unis pense-t-il que cette affaire ne constitue pas un cas d'urgence? Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

2. Les mesures annoncées ou mises en oeuvre par le gouvernement des Etats-Unis visent-elles expressément à influencer les courants d'échanges des produits figurant sur la liste? Dans l'affirmative, le caractère cumulatif de l'effet ne justifie-t-il pas l'allégation du gouvernement du Japon selon laquelle cette affaire doit être traitée comme un cas d'urgence?

3. Pour le bon fonctionnement des procédures de règlement des différends de l'OMC, ne faut-il pas traiter rapidement les affaires qui impliquent des dommages irréversibles et accumulés et dont les aspects juridiques sont sans ambiguïté?

Faits à confirmer

Le gouvernement du Japon comprend de la manière suivante la détermination établie et les mesures prises par le gouvernement des Etats-Unis. Si cette interprétation est correcte, veuillez la confirmer. Si elle ne l'est pas, veuillez la corriger.

- 1) La détermination établie par le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales le 10 mai 1995 et publiée au Federal Register le 18 mai 1995 relève des articles 301 b) 1) et 304 a) 1) A ii) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur telle qu'elle a été modifiée.
- 2) La "détermination définitive devant être établie le 28 juin" qui a été mentionnée dans l'annonce faite par l'Ambassadeur Kantor le 16 mai 1995 relève de l'article 304 a) 1) B de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur telle qu'elle a été modifiée.

- 3) Les droits de douane de 100 pour cent envisagés seront imposés le 28 juin.
- 4) Les droits de douane de 100 pour cent envisagés seront imposés uniquement sur les voitures de luxe japonaises figurant sur la liste du 16 mai.
- 5) Le taux de droit actuellement appliqué aux 13 modèles de voitures de luxe japonaises est de 2,5 pour cent. Il s'agit du taux de droit consolidé figurant dans la Liste de concessions des Etats-Unis.
- 6) Le but de la suspension de la liquidation en douane de 13 modèles de voitures de luxe japonaises est d'appliquer les droits de douane de 100 pour cent aux voitures japonaises susmentionnées avec effet rétroactif au 20 mai 1995.
- 7) Aucun véhicule originaire d'autres pays importé aux Etats-Unis n'est traité de la même façon en ce qui concerne la suspension de la liquidation en douane.
- 8) C'est la première affaire dans laquelle il a été recouru à la suspension de la liquidation en douane dans le cadre de l'action envisagée au titre de l'article 301.

Demande de documentation

1. Veuillez fournir une copie des textes pertinents relatifs à la "suspension de la liquidation en douane" en particulier:

- les lois et règlements douaniers de base;
- les lois et règlements qui autorisent le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales à demander aux services des douanes de suspendre la liquidation en douane;
- les ordonnances administratives applicables en l'espèce, y compris les communications pertinentes de l'Administration des douanes aux autorités de district et aux autorités portuaires.

2. Veuillez indiquer toutes les affaires pour lesquelles il a été éventuellement recouru à la suspension de la liquidation en douane dans le cadre des actions envisagées au titre de l'article 301.